

Paris, le 9 septembre 2014

JACQUES KRABAL
Député de l'Aisne
Maire de Château-Thierry

Assemblée Nationale :
126, rue de l'Université
75007 Paris
Tél : 0140639213
0624034488
jkrabal@assemblee-nationale.fr
contact@jacqueskrabal.com

Permanence :
37, rue des Blanchards
02400 Brasles
Tél : 0323690075
Guilaine LEMAIRE
0677362923
g@jacqueskrabal.com
Arnaud BATTEFORT
0677363465
ab@jacqueskrabal.com

Ref : JK/MG/JJC

Monsieur Emmanuel MACRON
Ministre de l'Economie
et du redressement productif
139, Rue de Bercy
75572 PARIS

Monsieur le Ministre,

Par courrier en date du 30 mai 2014, je saisissais Monsieur Arnaud MONTEBOURG sur la situation très préoccupante de la société GEA FARM TECHNOLOGIE et plus particulièrement de son site de production de Château-Thierry.

La société GEA FARM TECHNOLOGIE appartient au groupe GEA WESTFALIA qui possède de nombreuses unités en France et en Europe employant plusieurs milliers de salariés.

Dès mai dernier, j'ai été informé par une délégation de salariés du risque de délocalisation de cette unité vers une des filiales du groupe : Royal de Boer, située à Leeuwarden au Pays-Bas.

L'unité de Château-Thierry emploie 49 salariés et réalise un chiffre d'affaire d'un peu plus de 6,4 millions d'euros. Sa production est rentable et bénéficiaire. Son activité est très soutenue.

Face à cette situation, les élus et Mme la Sous-Préfète du territoire sont intervenus en saisissant par courrier le directeur de l'unité de Château-Thierry afin d'obtenir un rendez-vous avec le président du directoire du groupe.

Ces démarches sont restées vaines.

Ce qui, en mai dernier était encore un risque, s'est malheureusement confirmé dans les semaines qui ont suivi.

En effet, le Comité d'entreprise européen du groupe GEA qui s'est tenu en Allemagne le 18 août dernier a confirmé la délocalisation de l'unité de production de Château-Thierry vers les Pays-Bas dès septembre.

Lors de ce Comité, il a également été prévu la suppression de 1000 emplois au niveau européen.

Une fois encore, les salariés et les élus ne sont pas entendus et regrettent l'absence de dialogue avec les dirigeants de l'entreprise.